

Indirect Tax news

Loi sur l'Economie Bleue – Auto-liquidation de la TVA à l'importation – Simplifications pour les entreprises établies dans l'UE

Il est possible depuis le 22 juin 2016 pour les sociétés établies dans l'UE d'auto-liquider la TVA sur les importations sur simple option (sans avoir à remplir des critères spécifiques si ce n'est celui d'avoir opté).

Cependant, le gouvernement a récemment proposé dans le cadre d'une nouvelle loi (Sapin II), la réintroduction d'un régime d'autorisation préalable pour ces entreprises (sauf pour les entreprises ayant le statut d'Opérateur Economique Agréé). Ce projet de loi est actuellement en discussion au Parlement et pourrait voir le jour avant fin juillet.

Les sociétés établies dans l'UE qui souhaitent opter doivent le faire dès à présent afin de bénéficier de la procédure simplifiée.

CJUE, 9 juin 2016, affaire C-332/14 « Rey Grundstücksgemeinschaft » – Calcul de prorata de déduction

L'affaire concerne un immeuble qui fait l'objet d'une utilisation mixte (i.e. composé de parties communes, de lots faisant l'objet de baux commerciaux soumis à TVA et d'autres lots faisant l'objet de baux d'habitation exonérés de TVA).

La cour indique dans ce cas, que le principe de l'affectation des dépenses doit prévaloir si cette affectation est aisément réalisable, ce qui semble être le cas lors de la phase d'exploitation de l'immeuble s'agissant de dépenses liées à l'utilisation ou à l'entretien de l'immeuble. En revanche, si l'affectation est difficilement réalisable, ce qui serait le cas des dépenses liées à la construction de l'immeuble, la Cour admet y déroger. Dans un second temps, s'agissant des dépenses considérées comme non affectables, et lorsque l'Etat membre a fait usage de certaines des options prévues dans la directive TVA, il est possible de déroger à la règle du prorata financier (fondée sur le chiffre d'affaires, correspondant à notre coefficient de taxation forfaitaire national) que prévoit en principe la directive TVA et d'appliquer une autre méthode (telle qu'une clé de répartition selon la superficie) afin de calculer le *quantum* de TVA déductible pour autant que cette méthode garantisse une détermination plus précise du prorata de déduction que celle du prorata financier.

On rappelle que le CGI permet d'appliquer un coefficient de taxation forfaitaire unique à l'ensemble des dépenses et que, s'agissant d'immeubles mixtes, l'Administration admet de déroger à l'application d'un coefficient basé sur le chiffre d'affaires dans certaines situations.

CJUE, 2 juin 2016, affaire C-263/15 « Lajvér » – Notion de prestation de services effectuée à titre onéreux

Des sociétés commerciales à but non lucratif de droit hongrois sont créées dans le but de construire puis d'exploiter des ouvrages de génie rural (dont l'emprise relève en partie de la voirie publique et en partie de terrains privés). Les travaux sont financés par des aides publiques. Il est prévu que les sociétés facturent par la suite aux propriétaires des terrains une redevance d'exploitation des ouvrages d'un faible montant pendant une durée de huit ans. A noter qu'aucune indication précise n'est donnée par la Cour quant au *quantum* de la redevance et des travaux financés. Les sociétés ont déduit intégralement la TVA grevant les coûts de construction. La question s'est posée de savoir si cette activité constituait une activité économique et si la redevance à percevoir pouvait s'analyser comme la contrepartie d'une prestation de services rendue à titre onéreux. La Cour répond par l'affirmative au plan des principes, en préconisant toutefois de s'assurer que la redevance constitue bien la contre-valeur du service d'exploitation fourni et que l'opération ne constitue pas un montage artificiel effectué à la seule fin d'obtention d'un avantage fiscal.

Cette décision doit être rapprochée de la décision précédemment rendue dans le cadre de l'exploitation par une commune d'un service de transport scolaire (C-520/14).

CE, 20 mai 2016, n°371940 arrêt « Ginger » – Perception des dividendes par une holding

La société Ginger détient des participations dans des filiales. La société s'immisce dans la gestion de l'ensemble de ses filiales en leur rendant des prestations de services soumises à la TVA. Elle perçoit également des dividendes. La déduction de la TVA grevant des dépenses de la société avait été partiellement remise en cause par l'administration fiscale.

Saisi pour la seconde fois dans cette affaire, le Conseil d'Etat considère que la Cour administrative d'appel a commis une erreur de droit en jugeant que la société Ginger ne pouvait déduire intégralement la TVA d'amont qu'elle avait supportée au seul motif qu'elle percevait de ses filiales des dividendes placés hors du champ d'application de la TVA.

Le Conseil d'Etat se rallie à la ligne jurisprudentielle de la CJUE (16 juillet 2015, affaires jointes C-108/14, C-109/14 « Larentia + Minerva, Marenave Schifffahrts »), opérant ainsi un revirement complet de sa jurisprudence. **Ainsi, la perception de dividendes par une holding qui s'immisce dans la gestion de toutes ses filiales n'est pas susceptible d'entraîner une dégradation de ses droits à déduction.**

Contacts

Michel Guichard
Email : mguichard@taj.fr

Odile Courjon
Email : ocourjon@taj.fr

Bertrand Jeannin
Email : bjeannin@taj.fr

William Stemmer
Email : wstemmer@taj.fr

Nicolas Kazandjian
Email : nkazandjian@taj.fr

Vanessa Irigoyen
Email : virigoyen@taj.fr

Anne Gerometta
Email : agerometta@taj.fr

Marie Manuelli
Email : mmanuelli@taj.fr

Delphine Nicault
Email : dnicault@taj.fr

Mélanie Michenot
Email : mmichenot@taj.fr

Indirect Tax news

Law on the “Economie Bleue” – Reverse charge of VAT on importation – Simplifications for EU established businesses

From 22 June 2016, it is possible for companies established in the EU for using opt to use the reverse charge for VAT due upon importation. There are no particular criteria to be fulfilled other than simply making the option.

However, the government has recently proposed, with a new bill (“Sapin II”), the re-introduction of a pre-authorisation system for EU businesses other than those which have Authorized Economic Operator status. This bill is currently being debated in the French Parliament and could be released before the end of July.

Companies established in the EU who wish to opt for this regime must do so as soon as possible in order to benefit from the simplified procedure.

Rey Grundstücksgemeinschaft (CJEU, 9 June 2016, case C-332/14) – Partial exemption calculation

This case concerned a mixed-use building, i.e. made up of common areas, areas used for commercial leases subject to VAT and other areas used for residential leasing (exempt from VAT).

The Court held that in this case, the principle of allocation of inputs must be first applied where it is easy to carry out in practice, which would appear to be the case for costs linked to the use or maintenance of the building when the building was being used. However, if the allocation is difficult to carry out, which would appear to be the case in respect of the costs of constructing the building, the Court acknowledges that a departure from this principle can be made. Second, concerning expenses considered as not possible to allocate, and where the Member State has made use of certain options provided for in the VAT Directive, it is possible to depart from the turnover-based method that is provided for, in principle, by the VAT Directive and to apply another method (such as a floor-space based method) in order to calculate the amount of deductible input VAT, subject to the condition that, in particular, the method used guarantees a more precise determination of the proportion of deductible input VAT than the turnover-based method.

For information, the French tax code provides for a flat-rate turnover based method to be applied to all expenses and, concerning mixed-use buildings, the French tax authorities allow for a derogation from the application of a turnover-based method in certain circumstances.

Lajvér (CJEU, 2 June 2016, case C-263/15) – Concept of supply of services for consideration

Several Hungarian non-profit companies were created in order to construct, and later operate, agricultural engineering works on land including public roads and private sections). The works were financed by public funds. It was provided for that the companies would then invoice the property owners a small operating fee in relation to the agricultural works for a period of eight years. It is noted that no precise indication was given by the Court as to the amount of the operating fee or of the financed works. The companies deducted all of the VAT incurred on the construction costs. The question was whether this activity constituted an economic activity, and if the operating fee could be held to be consideration for a supply of services. The Court responded in the affirmative in terms of principles, recommending however to be sure that the operating fee was indeed consideration for the provision of an operation service and that the transaction did not constitute an artificial arrangement carried out with the sole aim of obtaining a tax advantage.

This decision must be reconciled with the recent *Gemeente Borsele* case (C-520/14) concerning the performance by a locality of the transport of schoolchildren.

Ginger (Conseil d'Etat, 20 May 2016, n°371940) – Receipt of dividends by a holding company

The company Ginger held shares in its subsidiaries. The company took a management role with respect of all of its subsidiaries, providing them, to this effect, with services subject to VAT. Ginger also received dividends. The right to deduct VAT on costs incurred by the company had been, in part, challenged by the French tax authorities.

With the case before them for a second time in the course of the litigation, the *Conseil d'Etat* held that the Administrative Court of Appeal had made an error of law in holding that Ginger could not deduct the full amount of input VAT incurred solely on the basis that it received from its subsidiaries dividends which were outside the scope of VAT.

The *Conseil d'Etat* is adopting the position set out by the CJEU (*Larentia + Minerva, Marenave Schiffahrts*, joined cases C-108/14, C-109/14), thus completely overturning its previous case law. **Thus, the receipt of dividends by a holding company which takes a management role in all of its subsidiaries is not liable to suffer a reduction of its right to VAT deduction.**

Contacts

Michel Guichard
Email : mguichard@taj.fr

Odile Courjon
Email : ocourjon@taj.fr

Bertrand Jeannin
Email : bjeannin@taj.fr

William Stemmer
Email : wstemmer@taj.fr

Nicolas Kazandjian
Email : nkazandjian@taj.fr

Vanessa Irigoyen
Email : virigoyen@taj.fr

Anne Gerometta
Email : agerometta@taj.fr

Marie Manuelli
Email : mmanuelli@taj.fr

Delphine Nicault
Email : dnicault@taj.fr

Mélanie Michenot
Email : mmichenot@taj.fr

NEUILLY • BORDEAUX • LILLE • LYON • MARSEILLE

The information contained herein is for general purposes only and is not intended, and should not be construed, as legal or tax advice, or opinion provided by Taj to the reader. This material may not be applicable to, or suitable for, the reader's specific circumstances or needs. Therefore, the information should not be used as a substitute for consultation with professional tax, legal or other competent advisers. Please contact your local Taj professional before taking any action based upon this information. Copyright 2013 Taj